

Laïcité : l'école et les enfants d'abord

C'est sous ce titre qu'une conférence-débat très courue a eu lieu le 15 janvier 2008 à la mairie du XXe arrondissement de Paris. Cette conférence fait suite à une [tribune publiée le 10 décembre –<http://liberation.fr/rebonds/296856.php>–] dernier par le quotidien Libération.

Pour les organisateurs et pour tous les participants, il s'agissait d'abord de dénoncer la délibération de la HALDE qui a entériné une interprétation donnant raison aux mères voilées voulant s'imposer comme accompagnatrices lors des sorties pédagogiques et deuxièmement de mobiliser toutes les forces démocratiques pour demander au « ministre de l'Education nationale comme à l'ensemble des parlementaires, notamment ceux qui ont voté la loi du 15 mars 2004, loi d'apaisement et de concorde, de veiller au strict respect des principes de laïcité et de neutralité pour toute personne participant à l'encadrement d'activités scolaires dans le service public ».

C'était réjouissant de retrouver cette mobilisation et cette ferveur qui animaient une assemblée, rappelant par bien des aspects la lutte massive pour une loi contre les signes religieux à l'école en 2003. Toutes les personnes qui se sont succédées au micro, commençant par Michel Charzat député et maire qui nous recevait et finissant par Corinne Lepage, arrivée juste à temps, ont exprimé de façon concentrée mais vigoureuse leur souhait de préserver l'école et les enfants de l'intrusion des signes religieux ostentatoires, surtout lorsque, en plus, ils sont attentatoire à la dignité de la femme et au principe de l'égalité, nullement respecté par la prescription des voiles.

En introduction Alain Seksig (LICRA) Professeur d'histoire / co-président de la Commission éducation de la LICRA a bien expliqué comment la laïcité était remise en question de façon subreptice par des groupes communautaires, des institutions et

des organisations et même des responsables aux plus hautes fonctions de l'Etat. L'école doit être protégée de toute intrusion et il est absolument nécessaire de distinguer les parents en tant que tels de leurs interventions en situation pédagogique.

Cette mise en bouche fut suivie de témoignages concrets dont celui de [Laurence Bonzani-><http://www.ripostelaique.com/Laurence-Bonzani-directrice-d.html> qui a relaté son expérience et puis fait ressortir les incohérences de l'administration si ce n'est ses volte-faces. On se croirait revenus au tout début des affaires du voile à l'école en 1989 !

Claudine Palacio, autre directrice d'école à Seine-Saint Denis, confrontée, elle aussi, non seulement aux femmes voilées voulant encadrer des sorties d'école, mais de surcroît à une agressivité tout azimuts de la FCPE l'accusant de discrimination et considérant que la délibération de « la Halde rend leur dignité aux femmes voilées ». Mme Palacio se retrouve face à une volonté délibérée, certainement concertée de certains parents, ayant recours des fois à de redoutables stratégies cherchant à créer des incidents. La zizanie, dit-elle, menace à nouveau, comme au bon vieux temps des premières affaires du voile.

Se sont alors succédés les messages de soutien des différentes organisations et associations, mais aussi de Christian Bataille qui a eu le mérite de rappeler non seulement les graves dérives de Sarkozy représentant une République en génuflexion devant l'autorité papale, mais aussi les promesses et les constats faits par la commission Stasi concernant les manquements au principe de laïcité dans les services publics, à l'hôpital et aujourd'hui autour de l'école.

Les différents témoignages qui ont été lus aux noms des absents ont permis aussi de voir que cette mobilisation républicaine transcendait les clivages politiques : s'y sont mêlés les messages de la députée UMP Françoise Hostalier, celui de Jean-Pierre Brard, de Nicolas du Pont-Aignan dont le slogan « Debout la République ! » est tout un symbole et bien

d'autres élus.

Deux interventions m'ont tout particulièrement touché : celles de Julie Coudry, Présidente de la Confédération étudiante (Cé) et celle de Siham Habchi.

Elles représentent à n'en pas douter cette relève militante que nous appelons de nos vœux. Julie Coudry s'est élevée contre le grignotage au quotidien de la laïcité dans les universités par le biais d'une démocratie pervertie au profit de minorités agissantes et même intimidantes. Le cas d'étudiants musulmans qui ne respectent pas les lois républicaines, n'hésitent pas à transformer des locaux mis à leur disposition en salles de prière et de prêches et qui, le cas échéant font pression sur l'administration en effectuant leurs prières dans les espaces communs et de passage au vu et au su de tout le monde. Julie Coudry nous a bien averti : le fait d'accepter un certain « folklore » conduit, petit à petit, à un grignotage sérieux de la démocratie par des minorités qui finissent par imposer leurs lois au reste des étudiants. Elle a aussi fait remarquer que les islamistes commencent toujours par imposer le voile aux filles à l'université pour préparer l'installation de cette idéologie au cœur même de la société future qu'ils veulent dominer.

Quant à Sihem HABCHI de Ni Putes Ni Soumises, elle a rappelé que le réel problème ne se situait pas uniquement autour de l'école et de ses sorties, mais bel et bien au cœur de nos cités, de notre Cité. Là où les filles, les femmes et les mamans subissent la loi du plus fort, là où le voile s'impose au nom d'une prescription religieuse ou de coutumes communautaires. Ces filles et ces femmes attendent de la République une protection et une défense qu'il faut légitimement leur accorder.

Ce fut une mobilisation réussie, une conférence rassemblant des forces démocratiques et un débat qui ne manquait que d'une chose : le temps. Tellement il y avait désir de prendre la parole parmi l'assistance et tellement l'adhésion était forte. Une seule chose m'a finalement chagriné : entendre l'UFAL, représentée par Mme Vézinet, préciser que cette association

laïque n'était pas contre le voile en tant que tel et puis vilipender, sans grande conviction, les vilains ultra-laïcistes. Une attaque qui est tombée à plat, même si on sait qui elle ciblait, et qui n'était pas dans l'esprit unitaire de la soirée. Finalement, personne ne s'est senti visé, même pas Michèle Vianès, qui a été une des rares intervenante à aller au vif du sujet : la dignité des femmes.

Je crois que le combat autour de l'école doit continuer mais il ne faut surtout pas oublier que les universités, les cités et toute notre Cité hébergent aujourd'hui les foyers de diffusion de la ségrégation, de séparation et d'atteinte à la dignité des femmes qui n'augurent rien de bon pour demain. Un vivre-ensemble dans la paix et la dignité passent par un combat pour l'école et les enfants d'abord, mais aussi pour l'émancipation des filles, des mamans et de toute la société de l'emprise obscurantiste que les religions veulent nous imposer à nouveau.

Sarkozy s'en est déclaré le porte drapeau à Riad et n'a pas hésité hier à louer « Dieu, qui n'asservit pas l'homme, mais qui libère » (dixit Le Monde daté 16/1/08). Peut être que M. Sarkozy ne sait pas ce que signifie le nom du prince Abdallah qui le recevait : « Esclave de Dieu ». Il se peut que Nicolas Sarkozy nous préparent à une espérance eschatologique dans la servitude, accompagnée de genuflexions dont il nous donne l'exemple ? Pauvre France !

Pascal Hilout